



L'Adjoint au Maire, en charge de la
sécurité civile, la gestion des risques et du
plan communal de sauvegarde



Le 22 SEP. 2023

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME
représenté(e) par Monsieur LAMBERT FRANCOIS

ECOLE NOTIONALE SUPERIEURE MARITIME
10 QUAI FRISSARD
76600 LE HAVRE

OBJET : SECURITE INCENDIE - Observations de la Commission Communale de Sécurité
AT N° 013055 23 00568P0 du 11/08/2023
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME - CENTRE DE MARSEILLE
39 AVE DU CORAIL 13008 MARSEILLE

REFERENCES A RAPPELER : T2183 - PV CCS N° 906-23 du 14/09/2023
PV SCDS N° 519-23 du 08/09/2023

PJ : copie des procès-verbaux

Affaire suivie par DPPGR / Service ERP

Monsieur,

Veuillez recevoir, sous ce pli, la notification du procès-verbal portant l'AVIS FAVORABLE formulé par la Commission Communale de Sécurité en date du 14/09/2023 dans le cadre de l'autorisation de travaux N° 013055 23 00568P0 du 11/08/2023 ainsi que le procès-verbal portant AVIS FAVORABLE de la Sous-Commission Départementale de Sécurité du 08/09/2023 dans le cadre de la demande de dérogation à l'article R15.

Les prescriptions formulées dans les présents procès-verbaux devront être respectées.

Je reste à votre disposition pour tous renseignements que vous jugerez utiles.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Pierre COCHET

PV n°906-23

Du 14/09/2023

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA VILLE PROTEGEE
Suivi par : MT JF

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION COMMUNALE
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE
ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**
(établi en application des dispositions de l'article 42 du décret 95.260 du 8 mars 1995)

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95.260 du 8 mars 1995, la commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public s'est réunie le jeudi 14 septembre 2023 à 09h00 pour étudier :

- ☐ Demande d'autorisation de travaux n°013055 23 00568 P0 du 11/08/23 comprenant une demande de dérogation à l'article R15 – Réaménagement et rénovation des locaux.

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Commune	MARSEILLE
Raison sociale	Ecole Nationale Supérieure Maritime
Référence BPM	G1692
Référence DPPGR	T2183
Adresse	39, avenue du Corail 13008
Type	R, L, S et N
Catégorie	3ème

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative :

Nom	Service représenté
Vincent LODY	Agent de la commune de Marseille
	Représentant de la circonscription de Sécurité Publique
MP Christian FROGET	Rapporteur représentant le commandant du Bataillon de Marins-Pompiers
Jean – Pierre COCHET	Adjoint au Maire de Marseille

Autres participants :

- ☐ **Bernard Audan** – DPPGR – Ville de Marseille
- ☐ **PM Max Roturier** – PVT – BMPM
- ☐ **Julia Chelli** – PVT – BMPM

DESCRIPTIF

1. Objet

Le présent procès-verbal concerne l'Ecole Nationale Supérieure Maritime (ENSM) située dans le 8^{ème} arrondissement et traite du réaménagement et de la rénovation de certains locaux. Elle est accompagnée d'une demande de dérogation à l'article R15 (escaliers), développé dans la partie observations, qui a reçu un avis favorable de la SCDS ; PV n°519-23 du 08/09/23.

Cette étude fait suite à l'avis défavorable émis par la commission communale de sécurité concernant la demande d'autorisation n°013055 23 00099P0 du 17/02/23 (travaux identiques) motivé par une carence en dégagement au RDC du bâtiment B.

2. Descriptif sommaire de l'établissement

Ce groupement d'établissements est composé de 15 bâtiments non isolés entre eux implantés sur un terrain de 10 hectares. Il est placé sous une direction unique représenté par le directeur. Hormis le bâtiment le plus ancien, « la Bastide » datant de 1870, l'essentiel des bâtiments a été construit entre 1965 et 1967.

Actuellement et selon la déclaration du chef d'établissement, le groupement d'établissements est susceptible d'accueillir 530 personnes au titre du public et 84 personnels soit 614 personnes au total. Il est classé en type R, S, L et N de 3^{ème} catégorie.

L'accessibilité au site se fait depuis le 39, avenue du Corail. Une voie interne dessert l'ensemble des bâtiments.

L'établissement est doté des moyens de secours suivants :

- Un SSI de catégorie A associé à un équipement d'alarme de type 1 commun à l'ensemble des bâtiments. Il comprend 5 zones d'alarme. Il n'y a pas de temporisation programmée. La détection automatique incendie est installée dans les circulations horizontales et les locaux à risques. Le matériel central est implanté dans un VTP situé au RDC du bâtiment B. La surveillance de celui-ci est assurée au moyen d'un TRE implanté dans la loge d'accueil.

L'amphithéâtre est équipé du dispositif répondant à l'article L16 comprenant un message préenregistré d'évacuation, une coupure du programme en cours et la remise en lumière.

- Des extincteurs appropriés aux risques ;
- Un dispositif d'extinction adapté au feu d'huile ;
- Des robinets d'incendie armés ;
- Un téléphone urbain ;
- L'affichage de plans et de consignes de protection contre l'incendie ;
- 2 DAE sont implantés sur le site.

Des points d'eau incendie privés sont implantés sur le site.

3. Descriptif des travaux

Les travaux prévus sont du réagencement des locaux afin de créer des salles de plus grande capacité. Les bâtiments A, B, G, H et I sont concernés par ces travaux.

• Classement

L'effectif total du groupement d'établissements est modifié. Selon la déclaration du chef d'établissement, il est susceptible d'accueillir 606 personnes au titre du public et 84 personnels soit 690 personnes au total. Il reste classé en type R, S, L et N de 3^{ème} catégorie.

• Implantation / Desserte / Construction

Les éléments créés dans le cadre de ces travaux respectent les dispositions de l'article CO24 :

- Parois entre locaux et dégagements accessibles au public : CF 1/2h ;
- Parois des cages d'escalier et ascenseurs : CF 1/2h ;
- Blocs portes de ces parois : PF 1/2h.

Les façades modifiées sont réalisées à l'aide de matériaux garantissant une réaction au feu minimale M3 ou Ds3-d0. Les menuiseries créées sont métalliques avec remplissages verriers.

Les autres dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des travaux.

Pour mémoire :

Les portes de recoupement des circulations de grande longueur sont en va et vient mais ne sont pas munis d'un dispositif de fermeture automatique exigé par l'article R16. Cette disposition a fait l'objet d'une demande de dérogation : avis favorable ; PV n°269.05 du 03/08/05.

• **Agencement**

Les travaux prévoient :

Bâtiments A :

- Au R+1 : l'ensemble du niveau est repensé afin de créer 9 salles de classes et un local de stockage ;
- Au RDC : 2 salles de classe sont remplacées par 2 petits amphithéâtres de 49 et 54 places (salles A102 et A104), 2 simulateurs sont remplacés par 2 salles de classes de 32 et 48 places (salles A105 et A106), un local stockage est supprimé pour agrandir la salle de simulateur A107 pouvant accueillir 8 postes.

Bâtiment B :

- Au R+2 : l'ensemble des locaux administratifs sont remplacés par 4 salles de cours d'une capacité respective de 23, 24, 24 et 24 places ;
- Au RDC haut : l'ensemble des locaux administratifs sont remplacés par une salle d'examen d'une capacité de 195 places, des sanitaires, un local ménage et un local de stockage ;
- Au RDC bas : création d'un sanitaire et d'un vestiaire.

Bâtiment G :

- Au R+1 : la salle d'examen existante est remplacée par un amphithéâtre de 125 places.

Bâtiment H :

- Au R+1 : création de sanitaires ;
- Au RDC bas : création de sanitaires.

Bâtiment I :

- Au R+1 : les salles de classe actuelle sont remplacées par 6 bureaux.

• **Dégagement / GN8**

Bâtiment	Niveau	Effectif maximal	Dégagements	Observations
A	R+1	419	3D7UP	/
	RDC	319	3D6UP	Dont 1D2UP en communication avec le bâtiment D
B	R+2	177	2D4UP	/
	R+1	55	2D4UP	/
	RDC haut	220	3D6UP	/
	RDC bas	19	1D2UP	/
G	R+1 (amphi)	126	2D4UP	Chaque salle dispose de ses propres dégagements sur l'extérieur
	R+1 (examen)	133	2D4UP	
H	R+1	156	2D4UP	/
	RDC	84	2D4UP	/
I	R+1	6	2D4UP	/
	RDC	6	2D4UP	/

(*) les classes ne sont pas toutes occupées en même temps. De ce fait l'effectif total des 690 personnes sur l'ensemble du site est respecté.

L'effectif pour les dégagements est déterminé par le nombre de places maximales par classe.

Deux dégagements de 2UP chacun et donnant directement sur l'extérieur depuis les salles A104 et la salle d'examen situé au RDC haut du bâtiment B sont créés. De plus, des blocs portes donnant sur les circulations horizontales ou entre les salles sont créés au niveau des salles qui sont agrandies.

En application de l'article R13, les dégagements d'une largeur de 150cm sont comptabilisés comme 3UP.

En raison de l'effectif reçu, le nombre de dégagements et d'unités de passage est réglementaire.

Une demande de dérogation est annexée à ce dossier concernant l'article R15 afin de ne pas munir d'un dispositif de fermeture automatique les portes d'accès aux escaliers. Ces portes ne sont pas modifiées dans le cadre de ces travaux, il s'agit d'une demande de régularisation (cf. observation).

- **Aménagements intérieurs**

Les aménagements intérieurs sont réalisés par des matériaux de catégorie M4 pour les sols, M2 pour les parois, M1 pour les plafonds et M3 pour le gros mobilier.

- **Ventilation / Désenfumage**

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des travaux.

La salle d'examen créée au RDC du bâtiment B a une superficie de 297.7m². A ce titre, elle n'est pas désenfumée.

- **Electricité / Eclairage**

La signalétique des BAES est reprise afin de coïncider avec les nouveaux aménagements.

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur.

- **Chauffage / Climatisation/Gaz**

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des travaux.

En plus, des unités de climatisation sont ajoutées dans les nouveaux locaux. Elles sont raccordées par un réseau de gaine galvanisé rigide en matériau M0.

- **Locaux à risques particuliers**

Aucun local à risques importants n'est créé dans le cadre des travaux.

3 locaux à risques moyens sont créés : locaux de stockage et locaux ménage. Ils sont isolés par des parois et planchers CF1h et un bloc porte CF 1/2h avec ferme porte.

- **Moyens de secours**

Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre des travaux.

La détection automatique incendie est étendue aux nouveaux locaux à risque moyen.

Des déclencheurs manuels sont ajoutés et notamment à proximité des nouvelles sorties donnant sur l'extérieur des salles de cours du bâtiment A.

Le plan d'intervention est modifié.

CLASSEMENT

a) **Activités** : Etablissements d'enseignement, réfectoire, amphithéâtre, bibliothèque

b) **Effectif théorique ou déclaré** :

NIVEAU	LOCAUX	TY PE	MODE DE CALCUL DES EFFECTIFS	PUBLIC	PERSONNEL
Site	Salles de classes Réfectoire Amphithéâtres Bibliothèque	R N L S	Déclaratif 1pers/m ² – non cumulable Nombre de places assises- non cumulable Déclaratif – non cumulable	606 100 300 40	84
TOTAL				606	84

Soit au total : 690 personnes.

c) Classement :

Type : R, S, L et N
Catégorie : 3ème

REGLEMENTATION APPLICABLE AUX E.R.P.

- Code de la construction et de l'habitation - Articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 ainsi que R 184-4 et R 184-5, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.
- Arrêté du 23 mars 1965 portant règlement de sécurité, dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 04 juin 1982, modifié relatif au type R.
- Arrêté du 12 décembre 1984, modifié relatif au type L.
- Arrêté du 05 février 2007, modifié relatif au type L.
- Arrêté du 12 juin 1995, modifié relatif au type S.
- Arrêté du 21 juin 1982, modifié relatif au type N.
- Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Date de la dernière visite périodique : 01/06/22 et poursuivie le 21/07/22 – avis favorable (PV n°2023/00010 du 13/04/23)

Date de la visite d'ouverture : année 1960

Nom, qualité et coordonnées du demandeur :

Mr Pierre Yves Le Corre – 097000035 – pierre-yves.le-corre@supmaritime.fr

Nom, qualité et coordonnées du maître d'œuvre :

Archipole Sud – accueil@archipolesud.fr

Cette étude fait suite à l'avis défavorable émis par la commission communale de sécurité concernant la demande d'autorisation n°013055 23 00099P0 du 17/02/23 (travaux identiques) motivé par une carence en dégagement au RDC du bâtiment B.

DOCUMENTS PRESENTES

Une demande d'autorisation de travaux n°13055 23 00568 P0 du 11/08/2023, comprenant un dossier de sécurité complet et une demande de dérogation au titre de la sécurité incendie.

OBSERVATIONS

Demande de dérogation : avis favorable de la SCDS ; PV n° 519-23 du 08/09/23

Objet :

Le pétitionnaire présente une demande de dérogation à l'article R15 concernant la possibilité de ne pas asservir les portes existantes d'accès aux cages d'escaliers de l'ensemble des bâtiments du site.

Justification :

L'article R15 dans son paragraphe 2 aggrave les dispositions de l'article CO53§3 « *les accès aux cages d'escalier protégés doivent être munis de portes à fermeture automatique répondant aux dispositions de*

l'article CO47 lorsqu'il est fait usage d'un équipement d'alarme du type 1 ou 2. Cette disposition ne s'oppose pas au maintien des portes en position fermée ».

Le pétitionnaire porte à la connaissance de la SCDS que :

- Les portes de recoupement des circulations de grande longueur sont en va et vient mais ne sont pas munies d'un dispositif de fermeture automatique exigé par l'article R16. Cette disposition a fait l'objet d'une demande de dérogation : avis favorable ; PV SCDS n°269.05 du 03/08/2005 ;
- Dans le cadre de ces travaux, les portes d'accès aux cages d'escalier ne sont pas modifiées, elles sont munies de ferme-porte et maintenues en position fermée ;
- Les personnes accueillies dans cet établissement sont des adultes ;
- Les bâtiments sont en R+2 maximum.

Mesure compensatoire proposée :

Le pétitionnaire propose de conserver le SSI de catégorie A avec la détection automatique incendie dans les circulations horizontales et les locaux à risques.

En l'état, la SCDS valide cette demande de dérogation.

Enfin, la SCDS rappelle que l'avis rendu ne concerne que la demande de dérogation à l'article R15§2 dans le cadre de la demande d'autorisation de travaux.

L'avis définitif à l'autorisation de travaux relève de la commission communale de sécurité.

PRESCRIPTIONS

1. Réaliser les aménagements conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur, articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 du code de construction et de l'habitation ; Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.
2. Faire réceptionner les travaux par un organisme agréé et faire établir un rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT), conformément à l'article GE 3.
3. Faire établir par un contrôleur technique une attestation de bonne exécution de la mission solidité (mission L) et de solidité de l'ouvrage, lorsque son intervention est requise, article GE 3 et articles 4 et 46 au décret n°95-260 du 08 mars 1995.
4. Transmettre à la mairie de Marseille service DPPGR/ERP (dpgr-erp@marseille.fr), copie au secrétariat de la commission communale de sécurité (prevention@bmpm.gouv.fr), préalablement à la visite de réception des travaux visés, et conformément au décret n°95-260 du 08 mars 1995 :
 - Le courrier de l'exploitant adressé au Maire de Marseille et sollicitant la réception des travaux ;
 - Le rapport de vérifications réglementaires après travaux, sans non-conformité ;
 - L'attestation du contrôleur technique lorsque son intervention est requise, précisant qu'il a bien exécuté l'ensemble de la mission L (solidité) ;
 - L'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatif à la solidité conformément aux textes en vigueur.
5. Veiller à ce que les travaux ne soient pas susceptibles de créer un mouvement de gêne, confusion ou de panique lors d'une évacuation, ou d'être la cause d'un éventuel sinistre (GN 13).
6. Mettre à jour et à disposition des services d'incendie et de secours, au niveau des accès, le plan d'intervention des locaux comprenant l'identification de ces derniers, la position des organes de coupure d'urgence (eau, gaz, électricité), des moyens de défense contre l'incendie propres à l'établissement (extincteurs, etc.) et des locaux techniques spécifiques, conformément à la norme NF X 08-070, conformément à la norme NF X 08-070 (MS 41).
7. Transmettre le plan d'intervention sous format informatique *.pdf à la Division Prévention - Ville de Marseille- Bataillon de Marins Pompiers de Marseille- prevention@bmpm.gouv.fr.

Prescription émise dans le PV SCDS n° 519-23 du 08/09/23 concernant la demande de dérogation :

8. Elaborer et annexer au registre de sécurité des consignes internes prenant en compte la mise en place de guide files et de serre files pour faciliter l'évacuation des différents bâtiments du site (MS 51).

DECISION

A l'issue de la réunion, la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, après prise en compte des avis écrits motivés, émet un :

Avis FAVORABLE

à

- Demande d'autorisation de travaux n°013055 23 00568 P0 du 11/08/23 comprenant 1 demande de dérogation à l'article R15 – Réaménagement et rénovation des locaux de l'ENSM.

La commission rappelle les dispositions de l'article R143.34 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cour d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par arrêté du ministère de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

LE PRESIDENT

Monsieur Jean-Pierre COCHET





**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DDPP des Bouches-du-Rhône
Direction départementale de la protection des populations

PV n°519-23

Du 08 septembre 2023

Bureau de la prévention des risques

Suivi par : MT JF

**PROCES -VERBAL
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE
ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU
PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**
(établi en application des dispositions de l'article 42 du décret 95.260 du 8 mars 1995)

En application des dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du décret n°95.260 du 8 mars 1995, la commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur s'est réunie le vendredi 08 septembre à 09h30 pour étudier :

- ☐ Une demande de dérogation à l'article R15 (escaliers) dans le cadre de la demande d'autorisation de travaux n°013055 23 00568 P0 du 11 août 2023 relative au réaménagement de certains locaux.

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Commune	MARSEILLE
Raison sociale	Ecole nationale supérieure Maritime
Référence BMPM	G1692
Référence DPPGR	T2183
Adresse	39, avenue du Corail 13008
Type	R, L, S et N
Catégorie	3 ^{ème}

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative :

Nom	Service représenté
Julien ALLIO	Président représentant le Préfet des Bouches-du-Rhône
Morgan GRECOS	Représentant le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
Jérôme TERRAS	Représentant le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
CC Yacine CHARMAT	Rapporteur représentant le Commandant du Bataillon de Marins-Pompiers
Jean-Pierre COCHET	Adjoint au Maire de Marseille

Autres participants :

- ☐ Bernard AUDAN – DPPGR – Ville de Marseille
- ☐ PM Guillaume SOVY – PVT – BMPM
- ☐ EV1 Alice LASSAGNE – PVT – BMPM
- ☐ Agnès LESTRAT – PVT – BMPM

DESCRIPTIF

1. PREAMBULE :

Ce présent procès-verbal concerne une demande de dérogation à l'article R15 (escaliers) dans le cadre de la demande d'autorisation de travaux n°013055 23 00568 P0 du 11 août 2023 relative au réaménagement de certains locaux.

2. HISTORIQUE :

Une demande de dérogation identique en tout point a reçu un avis favorable de la SCDS (PV n°277-23 du 17/05/23) dans le cadre de la demande d'autorisation de travaux n°013055 23 00099 P0 du 17/02/23.

Compte tenu de l'avis défavorable émis par la CCS pour la demande d'autorisation de travaux, le pétitionnaire a redéposé la même demande de dérogation sous un nouveau numéro d'AT.

3. DEMANDE DE DEROGATION :

Le pétitionnaire sollicite l'avis de la sous-commission départementale de sécurité (SCDS) concernant la possibilité de ne pas asservir les portes existantes d'accès aux cages d'escaliers de l'ensemble des bâtiments du site.

Le pétitionnaire motive cette demande par une régularisation de dispositions existantes.

Les mesures compensatoires proposées par le pétitionnaire sont précisées au paragraphe « Observations ».

4. DESCRIPTIF SOMMAIRE DU GROUPEMENT D'ETABLISSEMENT :

Ce groupement d'établissements est composé de 15 bâtiments non isolés entre eux implantés sur un terrain de 10 hectares. Il est placé sous une direction unique représenté par le directeur. Hormis le bâtiment le plus ancien, « la Bastide » datant de 1870, l'essentiel des bâtiments a été construit entre 1965 et 1967.

Selon la déclaration du chef d'établissement, le groupement d'établissements est susceptible d'accueillir 606 personnes au titre du public et 84 personnels soit 690 personnes au total. Il est classé en type R, S, L et N de 3ème catégorie.

L'accessibilité au site se fait depuis le 39, avenue du Corail. Une voie interne dessert l'ensemble des bâtiments.

L'établissement est doté des moyens de secours suivants :

- Un SSI de catégorie A associé à un équipement d'alarme de type 1 commun à l'ensemble des bâtiments. Il comprend 5 zones d'alarme. Il n'y a pas de temporisation programmée. La détection automatique incendie est installée les circulations horizontales et les locaux à risques. Le matériel central est implanté dans un VTP situé au RDC du bâtiment B. La surveillance de celui-ci est assurée au moyen d'un TRE implanté dans la loge d'accueil.

L'amphithéâtre est équipé du dispositif répondant à l'article L16 comprenant un message préenregistré d'évacuation, une coupure du programme en cours et la remise en lumière.

- Des extincteurs appropriés aux risques ;
- Un dispositif d'extinction adapté au feu d'huile ;
- Des robinets d'incendie armés ;
- Un téléphone urbain ;
- L'affichage de plans et de consignes de protection contre l'incendie ;
- 2 DAE sont implantés sur le site.

Des points d'eau incendie privés sont implantés sur le site.

CLASSEMENT

a) Activités : Etablissements d'enseignement, réfectoire, amphithéâtre, bibliothèque

b) Effectif théorique ou déclaré :

NIVEAU	LOCAUX	TY PE	MODE DE CALCUL DES EFFECTIFS	PUBLIC	PERSONNEL
Site	Salles de classes	R	Déclaratif	530	84
	Réfectoire	N	1pers/m2 – non cumulable	100	
	Amphithéâtres	L	Nombre de places assises- non cumulable	300	
	Bibliothèque	S	Déclaratif – non cumulable	40	
TOTAL				606	84

Soit au total : 690 personnes.

c) Classement :

Type : R, S, L et N
Catégorie : 3^{ème}

REGLEMENTATION APPLICABLE AUX E.R.P.

- Code de la construction et de l'habitation - Articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 ainsi que R 184-4 et R 184-5, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.
- Arrêté du 23 mars 1965 portant règlement de sécurité, dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 04 juin 1982, modifié relatif au type R.
- Arrêté du 12 décembre 1984, modifié relatif au type L.
- Arrêté du 05 février 2007, modifié relatif au type L.
- Arrêté du 12 juin 1995, modifié relatif au type S.
- Arrêté du 21 juin 1982, modifié relatif au type N.
- Code du travail, 4^{ème} partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Date de la dernière visite périodique : 01/06/22 et poursuivie le 21/07/22 – avis favorable, PV CCS n°2023/00010 du 13/04/23.

Date de la visite d'ouverture : année 1960

Nom, qualité et coordonnées du responsable de l'établissement :

Mr Fabrice Moret-bailly – directeur ENSM – 0642344134 – fabrice.moret-bailly@supmaritime.fr

DOCUMENTS PRESENTES

Une demande d'autorisation de travaux n°13055 23 00568 P0 du 11/08/2023, comprenant un dossier de sécurité complet et une demande de dérogation au titre de la sécurité incendie.

OBSERVATIONS

DEMANDE DE DEROGATION

Objet :

Le pétitionnaire présente une demande de dérogation à l'article R15 concernant la possibilité de ne pas asservir les portes existantes d'accès aux cages d'escaliers de l'ensemble des bâtiments du site.

Cette demande de dérogation intervient dans le cadre de l'autorisation de travaux n°013055 23 00568 P0 du 11/08/2023 qui traite de la réorganisation de certains locaux.

Justification :

L'article R15 dans son paragraphe 2 aggrave les dispositions de l'article CO53§3 « *les accès aux cages d'escalier protégés doivent être munis de portes à fermeture automatique répondant aux dispositions de l'article CO47 lorsqu'il est fait usage d'un équipement d'alarme du type 1 ou 2. Cette disposition ne s'oppose pas au maintien des portes en position fermée* ».

Le pétitionnaire porte à la connaissance de la SCDS que :

- Les portes de recoupement des circulations de grande longueur sont en va et vient mais ne sont pas munies d'un dispositif de fermeture automatique exigé par l'article R16. Cette disposition a fait l'objet d'une demande de dérogation : avis favorable ; PV SCDS n°269.05 du 03/08/2005 ;
- Dans le cadre de ces travaux, les portes d'accès aux cages d'escalier ne sont pas modifiées, elles sont munies de ferme-porte et maintenues en position fermée ;
- Les personnes accueillis dans cet établissement sont des adultes ;
- Les bâtiments sont en R+2 maximum.

Mesure compensatoire proposée :

Le pétitionnaire propose de conserver le SSI de catégorie A avec la détection automatique incendie dans les circulations horizontales et les locaux à risques.

En l'état, la SCDS valide cette demande de dérogation.

Enfin, la SCDS rappelle que l'avis rendu ne concerne que la demande de dérogation à l'article R15§2 dans le cadre de la demande d'autorisation de travaux.

L'avis définitif à l'autorisation de travaux relève de la commission communale de sécurité.

PRESCRIPTIONS

1. Elaborer et annexer au registre de sécurité des consignes internes prenant en compte la mise en place de guide files et de serre files pour faciliter l'évacuation des différents bâtiments du site, article MS 51.

DECISION

A l'issue de la réunion, la sous-commission pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, après prise en compte des avis écrits motivés, émet un :


Avis **FAVORABLE**
à

- ☒ Une demande de dérogation à l'article R15 (escaliers) dans le cadre de la demande d'autorisation de travaux n°013055 23 00568 P0 du 11 août 2023 relative au réaménagement de certains locaux de l'ENSM.

La commission rappelle les dispositions de l'article R143.34 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cour d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par arrêté du ministère de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

LE PRESIDENT


Julien ALLIO